



M. Édouard Philippe  
Premier Ministre  
57, rue de Varenne  
75007 Paris

Montreuil, le 8 octobre 2019

Monsieur le Premier Ministre,

Une nouvelle fois, nous nous adressons à vous pour vous faire part de nos interrogations, de nos inquiétudes et de nos demandes.

À part quelques mesures symboliques, nos pensions sont restées bloquées depuis environ 5 années.

Ce sont les conditions de vie de la majorité des retraités qui ne cessent de se dégrader ; c'est la première conséquence directe de tels choix.

À ce blocage des pensions, il faut rajouter d'autres mesures telles que la suppression de la 1/2 part pour les personnes vivant seules et ayant élevé au moins un enfant, l'imposition des majorations familiales, la création de la taxe de 0,3 % sur les retraites, la hausse de 25 % de la CSG, etc.

C'est le Conseil d'Orientation des Retraites qui annonce clairement une baisse du niveau de vie des retraités de 1,5 point entre 2017 et 2019. Selon les projections du COR, le niveau de vie des retraités devrait se dégrader de façon continue jusqu'en 2070.

À vouloir que la part des retraites dans le P.I.B. ne dépasse pas 13,8 %, et en prenant en compte l'augmentation du nombre de retraités, force est de constater que le niveau de vie des retraités baissera automatiquement. Cette façon de gérer un pays et une population nous semble totalement inhumaine et bureaucratique : ceci conduirait à limiter les dépenses liées à l'éducation nationale malgré les évolutions du nombre d'enfants en âge de scolarisation, ou à figer les dépenses de santé malgré les évolutions démographiques et médicales.

Comment le Président de la République peut-il déclarer que « *le niveau de vie des retraités ne doit pas être dégradé, il doit être le même et continuer à progresser* » alors que dans le même temps il organise la paupérisation de nombre de retraités et il ne cesse de les traiter de personnes privilégiées.

Un dernier exemple a été la volonté de ce gouvernement d'envisager la suppression de l'exonération totale de cotisations sociales dont bénéficient les personnes de plus de soixante-dix ans lorsqu'elles emploient un salarié à domicile. Il est heureux que vous ayez renoncé à cette mesure, confronté à la colère des retraités.

Malgré ce recul, le pouvoir d'achat des retraités ne cesse de régresser.

Le Président de la République nous écrit que depuis 2017, « le gouvernement a pris plusieurs mesures qui améliorent le niveau de vie des retraités, notamment celui des plus modestes ». Ignore-t-il que plus d'un million de retraités sont des retraités pauvres ?

Les retraités se sentent de trop, exclus, dénigrés, méprisés, traités d'égoïstes, coûtant trop cher à la société. On les oppose aux jeunes. On oppose les retraités « riches », ceux qui gagnent plus de 2 000 € de pension brute, face aux retraités pauvres. Est-on riche avec 2 000 € ? Comment un couple peut-il

vivre avec cette somme lorsque c'est son seul revenu ? La vraie richesse est ailleurs, la France est devenue la championne d'Europe de la distribution des dividendes !

Il n'existe même plus de Secrétaire d'État aux personnes âgées. Nous dépendons de Mme Agnès BUZYN qui n'a accepté de nous recevoir qu'une seule fois, en 2017, se gardant bien de tenir la promesse qu'elle nous avait faite de mettre en place 3 groupes de travail !

Le P.L.F.S.S. prévoit de ré-indexer sur l'inflation le montant des pensions des retraités aux revenus les plus modestes à partir de l'année prochaine. Rien n'est prévu pour l'ensemble des retraités. Mais il prévoit aussi plus de 4 milliards d'économies nouvelles sur l'assurance maladie alors que les services des urgences sont en grève depuis des semaines. Nous sommes toujours dans l'attente de réelles mesures pour les retraités en perte d'autonomie.

Depuis 2014, à l'appel de nos organisations et associations, nous n'avons cessé de mobiliser les retraités avec un réel succès. Nombre de retraités, gilets jaunes, reprennent les revendications que nous portons :

- Pour défendre notre pouvoir d'achat qui ne cesse d'être mis à mal. Les politiques menées n'ont eu de cesse de dégrader le niveau de vie de tous les retraités.
- Pour une fiscalité plus juste et contre l'augmentation de la CSG.
- Pour le droit à la santé et à l'aide à l'autonomie.
- Pour le retour des services publics de proximité.

Ce 8 octobre, dans toute la France, les retraités se sont une nouvelle fois mobilisés pour exprimer leur colère, leurs exigences pour :

- Le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires.
- Une mesure immédiate de revalorisation des pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu.
- L'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s.
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.
- Aucune pension inférieure au SMIC.

Cette fois-ci, accepterez-vous de nous recevoir pour répondre à nos inquiétudes, entendre nos demandes ?

Dans l'attente d'une réponse positive, restant à votre disposition, recevez, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Pour nos organisations, Olivier JOUCHTER,  
Secrétaire Général Adjoint UCR-CGT  
[ucr@cgt.fr](mailto:ucr@cgt.fr)



Olivier JOUCHTER (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex).  
Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14).  
Jacqueline Valli (UNAR-C.F.T.C., 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex).  
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris).  
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas).  
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75010 Paris).  
Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris).  
Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen).  
Michel Denieault (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil).